



L'intégration arabe pour une renaissance humaine

Un appel renouvelé
par le rapport de la CESAO

Tunis, le 25 février 2014

L'intégration arabe pour une renaissance humaine

Résumé



Est-ce le moment de renouveler l'appel à l'intégration arabe ?

Cette question pourrait venir à l'esprit de plus d'un à la lecture du rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) sur ce thème. Certains penseront d'ailleurs que le sujet même de l'intégration est totalement hors de propos. En effet, renouveler cet appel dans la situation actuelle du monde arabe semble relever du rêve ou de l'illusion, au mieux d'une ambition démesurée.

« L'intégration arabe : pour une renaissance humaine » est le titre du rapport lancé aujourd'hui par Rima Khalaf, Secrétaire exécutive de la CESAO. Il a été rédigé, à l'initiative de la Commission, par un groupe d'experts dont la diversité est à l'image de celle, géographique, économique, sociologique et culturelle, des pays arabes, qui devrait être le fondement même de leur unité.

Le monde arabe jouit de nombreux atouts doublés de défis et d'opportunités, qui sont autant de motivations, selon le rapport, pour relancer un projet de renaissance dont la modalité serait l'intégration globale. Cette entreprise s'enracine dans « l'héritage commun, l'histoire civilisationnelle et la proximité géographique ». Sa pertinence est confirmée par des expériences réussies ailleurs dans le monde où « le niveau de développement réalisé par les parties unifiées a dépassé celui qu'elles auraient atteint en demeurant isolées ». L'intégration est ainsi présentée par le rapport comme un moyen de transcender le statu quo, où « division se conjugue encore avec oppression, retard de développement et violation des droits », pour réaliser une renaissance humaine tant attendue dans la région.

Le projet d'intégration exposé dans le rapport ne vise pas à invalider les projets d'intégration économique existants mais à les compléter en englobant les sphères politique, éducative et culturelle. Il ne cherche pas non plus à « isoler le monde arabe de son environnement naturel, mais plutôt à renforcer ses liens économiques avec d'autres blocs et rassemblements, surtout ceux d'Afrique et d'Asie, et à enrichir son interaction avec les autres entités culturelles du monde ».

L'appel à l'intégration est lancé alors que les conflits internes font rage et que certaines parties du monde arabe vivent des guerres effroyables. Cette situation pourrait être le fruit de décennies d'exclusion et de marginalisation à l'échelle nationale, et de division à l'échelle régionale. En outre, ces conflits sèment le doute quant à la possibilité ou l'utilité même de l'intégration de pays qui luttent pour conserver ne serait-ce qu'un degré minimal de coexistence entre les diverses composantes de leurs sociétés. La difficulté de l'intégration est également accrue par l'existence de divers acteurs influents dans le monde arabe, dont les intérêts et les besoins sont souvent en contradiction avec ceux d'un projet sérieux de libération, que le rapport perçoit comme une nécessité, voire une condition d'existence.

L'histoire arabe n'est cependant pas dépourvue de moments lumineux qui placent le rêve à portée de main. En effet, à la fin de l'année 2010, un sursaut populaire a pris le monde par surprise, témoignant de la possibilité de « transformer le statu quo en une situation vertueuse désirée » par la volonté d'un peuple qui lutte pour sa liberté. Malgré les obstacles que ces soulèvements rencontrent et l'explosion de conflits armés dans certains cas, ils ont « brisé les barrières de la peur et de l'oppression » et démenti la théorie de « l'exception arabe », annonçant les prémices d'une époque nouvelle. Cette époque sera celle où les arabes bâtiront leur avenir par la force vitale des jeunes ; elle sera également, selon le rapport, celle d'un retour de la nation arabe à une « juste place dans l'évolution de l'humanité vers la liberté et le développement ».

Le rapport propose une vision stratégique pour réaliser une intégration arabe efficace, en englobant les dimensions politique, économique, sociale, populaire et culturelle. Cette vision, qui ne fera sans doute pas l'unanimité, se base sur des expériences couronnées de succès ailleurs dans le monde. En effet, des pays moins homogènes ont atteint, par l'intégration, un équilibre harmonieux de sécurité, stabilité, bien-être et dignité. Qu'en serait-il donc de pays unifiés d'emblée par la langue, la culture et l'emplacement géographique ?

Pourquoi renouveler l'appel à l'intégration en ce temps de division ?

Il n'y a pas beaucoup de mérite à proposer une idée qui n'est pas neuve. Mais relancer une proposition, maintes fois écartée pour manque d'efficacité, pourrait être porteur de signification si son adoption et son application n'avaient auparavant jamais été à la hauteur de sa valeur pour le destin de la nation. Renouveler l'appel à l'intégration est désormais nécessaire, selon le rapport, car « aucun pays arabe, aussi riche soit-il, ne peut peser seul sur l'échiquier mondial face aux grandes puissances et blocs économiques régionaux. Si les pays arabes n'étaient pas isolés, leur intégrité territoriale n'aurait pas été violée. Ils n'auraient pas été si dépendants du monde extérieur pour leurs besoins des plus essentiels aux plus complexes, de la nourriture au savoir. »

Si la situation du monde arabe n'était pas problématique, nul n'aurait besoin de chercher des solutions. Mais aujourd'hui, la misère humaine est telle qu'il faut agir. Le rapport voit en cette misère le résultat d'une politique de la fragmentation, de la dispersion et de la division ; il renouvelle donc un appel pour un projet qui n'est pas nouveau, mais il adopte une perspective nouvelle se nourrissant tout à la fois des erreurs et des réussites du passé.

Les politiques adoptées ont, selon le rapport, affecté l'ambition des citoyens arabes et leur sens de la richesse culturelle. Elles ont contribué à désagréger l'espace et le temps communs, à affaiblir la langue et l'imaginaire, et à fragiliser la mémoire et la tradition communes. Mais elles n'ont pas brisé l'esprit de l'homme arabe qui s'est révélé lors des soulèvements populaires, luttant pour sa liberté et sa dignité. Elles n'ont pas non plus brisé la langue et la culture arabes, qui se sont maintenues « tout comme au siècle dernier face aux colonisateurs, qui avaient notamment tenté de marginaliser la langue arabe au Maghreb ».

Malgré les échecs et les obstacles qui parsèment le chemin de l'intégration, elle reste « ancrée dans la conscience des peuples arabes ». Ces derniers se sont en effet toujours unis pour de grandes causes au-delà des frontières, dans des actions de coopération qui ont souvent précédé les politiques et projets officiels. Le peuple s'est souvent trouvé rassemblé là où les politiciens étaient divisés et où le discours médiatique officiel était dissonant. L'intégration populaire a pris des formes innombrables, allant des relations familiales aux mouvements politiques, de l'unité des espaces d'interaction sociale et virtuelle à celle du destin. « L'intégration populaire a parfois, par exemple dans le cas de la cause palestinienne, forgé une identité, individuelle ou de groupe, au-delà des nationalités diverses, au-delà même du nationalisme arabe, une identité sans autre mesure que celle de l'humanité. »

Aujourd'hui, le monde arabe est semblable à un navire ballotté par les flots, en grand besoin d'une boussole qui fixe le cap et indique le chemin. L'intégration est sans doute le meilleur moyen de ne pas continuer à réduire, par la division, les opportunités nouvelles en occasions manquées.

Aucun pays ne peut continuer à porter seul le poids des occasions manquées ; aucun pays n'a non plus intérêt à se priver des opportunités nouvelles. Il est désormais grand temps d'agir.



L'intégration arabe globale, moyen et finalité

Des occasions manquées pour le développement humain :
la réalité en est la meilleure preuve

Tunis, le 25 février 2014

L'intégration arabe pour une renaissance humaine

Résumé



L'héritage culturel et les multiples spécificités communes font de l'intégration un impératif pour le monde arabe. Elle s'impose également du fait des défis colossaux auxquels les états se confrontent individuellement dans un contexte en perpétuel changement, où des nouvelles perspectives et des choix multiples émergent sans cesse. Mais les états fragmentés, quelles que soient leur puissance et leur influence, ne peuvent en tirer aucun profit.

Tel est le message du rapport intitulé « L'intégration arabe : pour une renaissance humaine ». Lancé aujourd'hui par Rima Khalaf, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), cette publication est le résultat d'efforts conjugués, à l'initiative de la Commission, d'éminents experts et intellectuels arabes.

L'intégration prônée par ce rapport est perçue comme une voie vers la renaissance. Elle permettrait « d'avancer le processus de développement humain et d'assurer la sécurité d'une nation prospère qui préserve la dignité, la liberté et les droits de tous les citoyens ».

Le rapport se base sur un fondement théorique pour justifier le principe de l'intégration globale et évoque des expériences qui en démontrent les avantages pour l'économie et la société. Il s'appuie sur le « concept de sociabilité naturelle » (*'umran*) élaboré par le sociologue Ibn Khaldoun pour élargir l'espace de l'intégration en englobant les différentes composantes de la construction sociétale, notamment les systèmes économique, culturel, politique et éducatif. L'ensemble de ces composantes, en interaction continue, forge une unité qui détermine les caractéristiques de l'identité de la nation.

Le rapport lie ces quatre systèmes à un projet de renaissance qui est le but même de l'intégration. Il perçoit la congruence entre la volonté du peuple et celle du pouvoir comme étant la finalité du système politique ; l'économie orientée vers un développement juste et durable, conciliant les vertus d'un système libéral à production accrue avec le bien-être social et humain, comme étant la finalité du système économique ; et le renforcement des capacités de production et d'acquisition du savoir comme étant la finalité du système éducatif. La finalité du système culturel serait, elle, de raviver la culture et la puissance créative par leur ancrage dans la tradition, source de richesse, et leur ouverture à la modernité, source de renouveau.

Le rapport considère l'intégration économique « envisagée par les états arabes depuis le milieu du siècle dernier » comme un pilier important de l'intégration globale. Mais seule cette dernière serait garante de la libre circulation « des produits matériels et des structures symboliques », telles que la langue, l'imaginaire et la mémoire arabes ; et à fortiori de la libre circulation des personnes, porteuses de ces structures symboliques, dans tous les pays arabes. Les défis politiques et économiques, qui n'obéissent pas à la logique des frontières entre les pays et des distinctions entre les peuples, réaffirment la nécessité d'une intégration globale « dont l'économie serait le pilier principal », une intégration qui conduirait la région vers la renaissance humaine souhaitée.

Le rapport traite de la civilisation, de la culture et de la modernité dans l'unique perspective de leur rapport à la renaissance, perçue comme une entreprise ayant pour but la reprise de l'initiative dans le cours de l'histoire de l'humanité. « La renaissance est l'évocation d'un âge d'or passé sous une forme nouvelle ... un souffle moderne qui ravive le patrimoine et le rôle de la communauté dans leurs différentes dimensions matérielles et spirituelles. » La nation arabo-islamique a vécu une telle expérience plus d'une fois dans son histoire ; elle a déjà réussi à « concilier la culture spirituelle de la fidèle transmission des croyances avec la culture scientifique rationnelle de l'analyse critique, et envisagé son avenir en se fondant sur une réinterprétation du passé ».

Une telle conciliation n'est-elle pas aujourd'hui un impératif ?

Les idées et les analyses présentées dans le rapport oscillent audacieusement entre la théorie et la pratique, la tradition et la modernité, l'économique et le social, le politique et le culturel, la réalité et l'ambition. Ce faisant, le texte suscite la question fondamentale de la conciliation entre le libre arbitre et la responsabilité, entre le bien-être de l'individu et celui de la collectivité, entre l'unité et la diversité - en d'autres termes la conciliation entre la prospérité matérielle et la renaissance de l'homme.

C'est de l'homme arabe qu'il est principalement question dans le rapport, qui libère l'attribut "arabe" du nationalisme au sens ethnique. Il adopte une définition qui évoque principalement des traits géographiques et culturels, selon laquelle les "arabes" seraient les habitants « d'un espace géographique commun s'étendant du golfe Persique à l'océan Atlantique, dont la production culturelle, l'histoire et la tradition ont adopté la langue arabe comme moyen d'expression ». La majorité des grandes figures littéraires et scientifiques de la nation ne seraient d'ailleurs pas, selon Ibn Khaldoun, arabes au sens ethnique. Cette définition métonymique du tout par la partie permet de promouvoir l'intégration en tant que rencontre volontaire de citoyens libres autour d'une identité collective qui n'est pas négation de l'identité individuelle.

Un des principaux avantages de l'intégration, selon le rapport, serait de permettre aux arabes de maîtriser les fondements de la science et du savoir, tâche qui dépasse les capacités de pays isolés puisqu'il est question aujourd'hui de mégascience et de projets de recherche à envergure internationale. Le savoir, aussi intense qu'éphémère, est devenu indéniablement le réel moteur du progrès : « Désormais, le progrès humain n'est plus déterminé par le seul critère d'accumulation des richesses. L'acquisition et la production du savoir émergent comme un critère fondamental. »

En outre, la coopération entre les pays arabes dans le domaine de la science renforcerait leur position dans la collaboration avec les institutions et blocs économiques régionaux et mondiaux. Elle permettrait un meilleur transfert des technologies, suscitant par la même occasion des gains au niveau de la productivité individuelle. Mais l'intégration économique n'est plus seulement une condition essentielle du développement et de la prospérité, elle est aussi une condition de survie dans le contexte actuel où des blocs régionaux puissants jouissent de plus en plus de pouvoir économique. La segmentation du processus de fabrication des produits et l'émergence de ce qu'on appelle les chaînes de valeur mondiales font de l'intégration économique un moyen indispensable pour « réduire les coûts de production, améliorer la compétitivité, augmenter les profits et multiplier les avantages entre les membres d'un même bloc, qui ne seraient plus contraints de se tourner vers l'extérieur pour satisfaire leurs besoins ».

Les expériences mondiales pionnières en matière d'intégration économique, notamment celle de l'Europe, ont procédé à la fois par mouvement horizontal en intégrant de nouveaux états, et par mouvement vertical dans la transition d'une zone de libre échange vers une union économique. La réussite de telles expériences, attestée dans tous les états concernés, est le fruit d'une volonté politique ferme qui s'est manifestée à toutes les étapes : de l'adoption de l'approche à la détermination des modalités et des moyens de mise en œuvre. La leçon que le monde arabe pourrait en tirer, selon le rapport, est que le processus d'intégration ne commence pas nécessairement par la libéralisation du commerce, mais plutôt par l'établissement d'une structure de production solide basée sur des processus et programmes industriels transversaux.

Le rapport démontre aussi l'importance de libérer la circulation de tous les facteurs de production, y compris celle des personnes, afin de multiplier les avantages de l'intégration : « Il est vrai que les étapes élémentaires de l'intégration économique ne nécessitent pas la libre circulation des personnes entre les pays d'une même région. Cependant, les formes les plus avancées requièrent, elles, cette libre circulation qui permet aux personnes de travailler et de résider, sans obstacles, dans le pays de leur choix, comme c'est le cas au sein de l'Union européenne. Les personnes, porteuses des structures symboliques telles que le savoir, les idées et les sentiments, forment par leur déplacement de nouvelles structures qui acquièrent avec le temps une dimension collective. »

Selon les conclusions du rapport, reporter la mise en œuvre de ce projet d'intégration dans l'attente que toutes les parties concernées atteignent un niveau égal de développement priverait la région d'une opportunité historique rare. En effet, le monde arabe connaît aujourd'hui un bouleversement sans égal depuis des siècles. Retarder l'intégration contribuerait à « perpétuer un statu quo qui a affaibli la nation et les citoyens, les privant de tout moyen de prospérité ».

Le monde arabe choisira-t-il d'émerger du cercle vicieux de la violation des droits et de la régression vers une trajectoire ascendante de renaissance humaine ?

Si la réponse à cette question se fera probablement encore attendre, il est désormais grand temps de la poser.



Embargo strict jusqu'au 25 février 2014 à 10h, heure de Beyrouth

L'intégration économique arabe pour une société renaissante

760 milliards de dollars américains supplémentaires au produit national brut et 6 millions de nouveaux emplois

Tunis, le 25 février 2014

L'intégration arabe
pour une renaissance humaine
Résumé



Nombreuses sont les opportunités d'intégration qui permettraient au monde arabe de faire face, en entité unie, aux défis chroniques et nouvellement survenus dans la région. Or les tentatives d'action répétées sont restées en-dessous du seuil d'intégration économique auquel aspirent les citoyens et qui a été atteint par d'autres groupements régionaux formés dans le monde, engendrant de grands bénéfices économiques et sociaux.

Selon le rapport intitulé « L'intégration arabe : pour une renaissance humaine », préparé à l'initiative de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), « ces tentatives avortées d'intégration économique sont dues tantôt aux défaillances des politiques, tantôt au processus d'exécution ».

Un potentiel énorme et des réalisations qui laissent à désirer : telle est, en résumé, la situation actuelle de l'intégration économique arabe selon le rapport lancé aujourd'hui par Rima Khalaf, Secrétaire exécutive de la CESAO.

La publication analyse les causes de cette trajectoire problématique en examinant les politiques économiques en vigueur, qui mettent au premier plan le commerce des marchandises et notamment l'élimination des tarifs douaniers, alors que d'autres obstacles tels que les coûts élevés du transport et les barrières non-tarifaires entravent encore ce mouvement au sein de la région. L'étude souligne ensuite les bénéfices d'une intégration économique qui dépasserait le niveau commercial, libérant aussi le mouvement de la main d'œuvre, des biens et des services, et éliminant toutes les barrières au libre mouvement des capitaux et des personnes entre les pays arabes. Elle établit enfin une comparaison entre ces deux trajectoires et leurs répercussions sur différentes variables économiques telles que le revenu, le chômage et le bien-être.

Il semble ainsi que les coûts opérationnels élevés et les barrières techniques et administratives multiples réduisent les possibilités d'échanges commerciaux entre les pays arabes. Dans cet état de choses, l'intégration économique ne parviendra pas à produire un changement structurel dans la nature des économies de ces pays. Cela dit, les projets lancés doivent être menés à bien et serviront de base à une intégration économique plus étendue qui sera, à son tour, le moteur de l'intégration dans d'autres domaines tout aussi essentiels de la vie quotidienne.

Le rapport, se basant sur des études et modélisations économiques de pointe, présente des données qui quantifient l'impact d'une intégration économique approfondie sur certains indicateurs, comparant les valeurs estimées à celles qu'ils afficheraient si le statu quo économique était maintenu. Il propose également des scénarios d'intégration économique, dont la mise en œuvre complète de la grande zone arabe de libre-échange et de l'union douanière arabe, en les comparant à des scénarios hypothétiques incluant la libéralisation du commerce des services, l'amélioration des chaînes de production, la baisse des coûts du transport et le remplacement progressif de la main d'œuvre étrangère accueillie dans les pays arabes par de la main-d'œuvre arabe.

Les modélisations montrent que la mise en œuvre complète du projet de grande zone arabe de libre-échange résulterait en bénéfiques pour les pays arabes, mais dans des proportions inégales. Quant à l'entrée en vigueur de l'union douanière en 2015, elle ne semble pas fournir des avantages décisifs malgré l'importance de son rôle dans la réalisation d'une intégration plus étendue. Le rapport souligne l'importance de la répartition des recettes douanières entre les différents pays et de l'établissement de mécanismes de compensation par secteur. Mais les scénarios économiques, dont il est important de rappeler l'utilité pour l'analyse et la prise de décision fondée sur des données probantes, ne peuvent opérer aucun changement. « La décision reste tributaire de la volonté politique. »

Dans ce contexte, le rapport évoque les accords régionaux et internationaux en vigueur, qui seront source de contraintes dans la mise en œuvre de la grande zone arabe de libre-échange ou de l'union douanière. En effet, les états arabes ont déjà conclu des accords commerciaux préférentiels avec des états et blocs économiques de l'étranger, qui constitueront des obstacles lors de la détermination de nouveaux tarifs douaniers, par exemple. Les signataires non-arabes des accords existants pourront s'estimer lésés si les tarifs préférentiels qui leur étaient accordés sont modifiés à leur désavantage. Ils pourront réclamer des dommages et intérêts ou une renégociation des accords.

Soulignant l'importance d'une intégration économique allant au-delà de la libéralisation du commerce et de l'union douanière, le rapport envisage un scénario supplémentaire selon lequel les coûts du transport entre les pays arabes seraient graduellement réduits et 20% des nouveaux travailleurs étrangers seraient remplacés par des travailleurs arabes. L'adoption de ces deux mesures, parallèlement à l'instauration de l'union douanière, résulterait, selon le rapport, en une croissance de 3% du produit intérieur arabe brut en 2020 et une réduction du chômage de plus de 4%. La croissance cumulative garantirait un revenu supplémentaire de 760 milliards de dollars américains pour la région, dépassant le revenu cumulé de tous les pays arabes d'Afrique du Nord pour l'année 2013. Six millions de nouveaux emplois seraient créés, ce qui contribuerait à l'amélioration du bien-être de tous les citoyens et à la lutte contre la pauvreté et le chômage, qui ont été l'élément déclencheur des insurrections arabes fin 2010.

Selon le rapport, ces mesures supplémentaires d'intégration « seraient bénéfiques pour tous les pays arabes quel que soit leur niveau de richesse, réfutant l'hypothèse selon laquelle l'intégration économique servirait l'intérêt des plus pauvres au dépens des plus riches ».

Les scénarios d'intégration économique sont envisagés à titre indicatif, mais ils démontrent clairement que le choix d'une intégration arabe profonde et globale est désormais une nécessité. Les résultats de l'analyse sont en effet par eux-mêmes un appel retentissant à dépasser la fragmentation du commerce, de l'investissement, du transport des marchandises et de la circulation des personnes, par la mise en place de mesures d'intégration enracinées dans une volonté politique solide, qui se sert de l'intégration économique comme une plateforme pour réaliser un développement durable et une intégration globale.

Une telle intégration renforcerait la capacité des états à affronter les projets de coopération préconisés par des puissances externes dans le but de désolidariser les pays arabes sur les plans politique, économique et politique. Ces projets créent une compétition négative de nature à ralentir le progrès de ces pays et nuire à leurs intérêts, handicapant leur accès à la prospérité et la liberté.

Les états arabes sont donc invités à se créer un espace économique vital en prenant une série de mesures accélérées et radicales orientées vers une intégration économique étendue et profonde, qui permettrait la réalisation de gains économiques et sociaux, et réserverait à la région une place privilégiée parmi les groupes puissants qui dirigent l'économie mondiale, ainsi qu'une possibilité de contribuer à en façonner la future architecture.

Le rapport considère les attributs économiques de la région comme autant d'avantages pour faciliter la libéralisation du commerce des services, et le libre mouvement des capitaux et de la main d'œuvre, ainsi que pour développer les chaînes régionales de production et mener à bien le projet d'intégration où la synergie économique serait à la fois un moyen et un fin.

Si l'ajustement du statu quo économique est justifié à la fois par la théorie et le réel vécu, l'exécution de cet ajustement ne tient ni de l'une ni de l'autre. Cette dernière est en effet tributaire d'une volonté politique qui « donne la priorité aux intérêts supranationaux. C'est ainsi que d'autres groupements du monde ont réussi à se forger une place incontournable dans l'équation du marché et de la décision ».

Quelle est l'initiative arabe qui donnerait à la région ce type d'envergure ? Cette question est parmi celles que suscite ce rapport de la CESAO.

Embargo strict jusqu'au 25 février 2014 à 10h, heure de Beyrouth



La culture et les arts : voie et langage de l'intégration

La musique, la poésie et le roman créent
un espace où se forment une identité arabe
commune et un imaginaire partagé

Tunis, le 25 février 2014

L'intégration arabe pour une renaissance humaine

Résumé



« La création culturelle arabe témoigne d'une intégration qui dépasse en ampleur celle des politiques adoptées, et qui pourrait servir de modèle pour les réorienter. Plutôt que de contribuer à la fragmentation, elles serviraient alors la construction d'une identité commune qui renforcerait la nation et serait l'un des garants d'une vie digne pour tous. »

C'est ainsi que le rapport, publié à l'initiative de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et lancé aujourd'hui par la secrétaire exécutive, Rima Khalaf, envisage le rôle de la culture et de la création artistique dans l'intégration.

Par la créativité culturelle et artistique, les citoyens arabes ont, comme en témoigne le rapport mais surtout la réalité, créé des lieux inédits de partage. L'unité de culture et de langue s'est révélée un pilier essentiel du rêve de l'intégration qui a longtemps habité les consciences avant d'être adopté par les politiques.

Un des points forts de ce rapport est qu'il ne passe pas outre la dimension culturelle dans le projet d'intégration qu'il propose, là où d'autres modèles ont souvent été réduits aux dimensions politiques et économiques. En effet, le texte voit en l'intégration culturelle « une des matrices de l'intégration globale ». Il fonde cette approche sur une étude de la production artistique dans le monde arabe, en particulier la littérature, la musique et le cinéma, en ce qu'ils constituent le ciment de la société et précèdent la politique. Ils ouvrent la voie au changement et tracent les contours de lendemains meilleurs quand la réalité semble hésitante.

Ce message, porté par le rapport réaffirmant le rôle de « la pensée humaine qui rassemble les individus au-delà des frontières de l'espace et du temps dans une aspiration à la libération », est aussi un appel. Car, quand les politiques culturelles et éducatives officielles contribuent à fragmenter le temps et l'espace, l'art et la littérature réinsufflent l'espoir et l'ambition, effaçant les frontières imposées, puisant dans le réel leur matière et s'enracinant dans le symbolique pour réinventer l'ampleur perdue. Ils créent des voies de communication spontanée dans un espace qui possède tous les attributs de l'intégration sans être prêt à en tirer les bénéfices.

Le rapport évoque également des tentatives ayant pour but d'étouffer la créativité de la nation et de diluer les attributs de l'identité commune. Elles ont réduit la légitimité « tantôt à l'échelle nationale, niant celle du patrimoine commun, tantôt à un extrémisme étranger aux traditions et valeurs de tolérance et d'ouverture ». Mais l'art et la littérature sont incoercibles. Le mot, la musique, toutes les formes d'expression artistique redessinent le rêve de l'homme arabe et son désir de rompre avec « la régression, l'oppression et la tyrannie », de retrouver « le chemin de la libération et de la renaissance ». En introduisant toujours des couleurs nouvelles, ces formes, à mesure qu'elles semblent s'éloigner du réel, se rapprochent en fait de l'essence même de ce qui forge l'homme.

Le rapport ne fait pas l'impasse sur la censure opérée par les ministères de la culture et des médias, ni sur la censure sociale, qui édifient des obstacles immatériels dans une tentative de transformer les intellectuels en fonctionnaires de l'idéologie dominante. La prolifération des tendances sectaires en période de crise politique et culturelle contribue aux relents de marginalisation et d'exclusion qui s'insinuent dans la société et se prétendent « l'expression véritable de la culture arabe alors qu'ils sont le plus souvent en contradiction avec les us et coutumes d'ouverture et de tolérance ».

La créativité culturelle est perçue par le rapport comme le moteur de la vitalité d'une société et de son avenir, même dans les dimensions politiques et économiques. Cette vitalité, se reflétant dans la poésie, le roman, la musique, la production télévisuelle et cinématographique, entre autres, s'est nourrie de problématiques politiques et sociales arabes communes pour créer une matière « sur laquelle s'est fondée l'identité nationale, qui unit des individus aux origines diverses, et grâce à laquelle se sont façonnés la conscience et l'imaginaire arabes ».

Le rapport cite des poètes arabes qui ont, à travers les époques et même dans les pires moments de décadence, consacré la valeur de la poésie, l'employant comme un moyen de libre expression du nationalisme et une voie vers le renouveau et la modernité. Ils ont ainsi, et ce à plusieurs reprises, fourni à la nation les clés de la renaissance et des moyens de se libérer du carcan de la tradition.

La publication cite également des romanciers qui ont accompagné la formation de l'identité arabe pendant la colonisation et après les indépendances successives des états, dans les villes et les prisons, dans les grandes causes et les problèmes du quotidien, dans l'espoir et les tentatives de se libérer du sentiment d'échec. Ils se sont tantôt réfugiés dans l'historique pour éviter le présent, tantôt dans l'imaginaire pour tromper le réel et y trouver des moyens de survie. Ils ont écrit des textes qui ont transcendé les désillusions et les attentes inassouvies, semant l'espoir et le rêve au-delà de la fragmentation du temps et de l'espace.

L'identité culturelle, dans laquelle se reconnaissent les peuples quelles que soient leurs autres appartenances, contribue en effet à nourrir le temps et l'espace, rajoutant des dimensions nouvelles que certains pourraient croire déconnectées de la réalité et relevant du seul domaine du rêve.

Or, l'héritage culturel et la création artistique sont, selon le rapport, la concrétisation d'une ambition sans cesse renouvelée. Ils édifient une entité réelle, une œuvre concrète qui fournit à ceux qui y adhèrent un sentiment de sécurité, de confiance, de liberté. Ils reflètent des valeurs sur lesquelles ont été fondées les sociétés modernes et florissantes et qui ont été « longtemps bannies du monde arabe du fait de forces tout à la fois extérieures et intérieures ».

Le rapport évoque également le rôle fondamental de la musique dans la constitution du goût dans le monde arabe. Elle est l'art qui traverse toutes les frontières et échappe à la censure, ainsi qu'à toutes les catégorisations. Toutes les villes arabes ont brillé dans et par la création musicale : de Jérusalem à Beyrouth, de Damas à Tunis, du Caire à Bagdad... Et les cœurs de tous ont été unis, des milliers de fois, au son d'une même voix et dans une même mélodie.

C'est en la percevant de cette manière que le rapport voit en la création culturelle et artistique une des modalités de l'intégration : c'est tout à la fois son langage, une voie vers elle et un appel pour sa concrétisation. L'art est le moyen de vaincre la fragmentation et d'élargir l'espace de rencontre ; c'est un langage qui a le pouvoir d'opérer des changements concrets et une voix qui porte loin, sans doute au-delà de toutes les autres.

En définitive, le rapport laisse le mot aux « œuvres qui sont la mémoire du passé, le miroir du présent et l'invention de l'avenir ».

Embargo strict jusqu'au 25 février 2014 à 10h, heure de Beyrouth



Appel à l'intégration arabe dans un contexte hostile de division et d'obstacles au développement

La division a facilité la violation des territoires arabes et mis en danger la sécurité des citoyens

Tunis, le 25 février 2014

L'intégration arabe
pour une renaissance humaine

Résumé



Le projet de renaissance dans le monde arabe fait face à des obstacles politiques, économiques, sécuritaires et financiers, et des menaces d'ordre divers ; autant d'éléments qu'il serait plus judicieux d'affronter en entité solidaire et soudée.

C'est dans cette perspective qu'est proposée l'idée de l'intégration dans le rapport intitulé « L'intégration arabe : pour une renaissance humaine », préparé à l'initiative de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Cette publication, lancée aujourd'hui par la Secrétaire exécutive, Rima Khalaf, est le fruit des efforts conjugués d'éminents intellectuels et experts arabes.

L'intégration prônée par ce rapport ne vient pas nier les particularités nationales ni isoler la région de son contexte géopolitique. Le but en est plutôt d'approfondir la coopération sur les plans politique, économique, culturel et éducatif, en harmonisant les politiques et fédérant les moyens.

Le rapport examine les obstacles qui ont entravé la voie de l'intégration arabe depuis les années 1950. Il souligne le manque de représentation populaire dans les instances étatiques, qui a conduit à l'inconsidération de la volonté des citoyens et à l'établissement de priorités éloignées de la réalité des besoins. Il note également l'absence de réelle volonté politique qui s'est manifestée, entre autres, par la faiblesse de l'engagement dans les actions de coopération et l'absence de mécanismes de mise en œuvre des conventions et traités signés.

Les projets d'intégration arabe ont également souffert de l'intervention étrangère, dont l'étendue dans la région est inégale. Pendant plus d'un demi-siècle, des forces extérieures ont tenté de faire échouer tout projet de coopération avancée entre les états arabes et, a fortiori, les projets d'unité.

Les décennies de division ont engendré des problèmes colossaux. La violation de la souveraineté du territoire arabe n'en est pas des moindres : elle se concrétise non seulement par l'occupation israélienne de la Palestine, du Golan syrien et d'une partie du Liban-Sud, mais aussi par la présence de forces militaires étrangères dans plus d'un tiers des pays arabes.

Le rapport considère d'ailleurs que les dommages causés par la politique israélienne ne se réduisent pas à l'occupation de territoires. Elle constituerait en effet « une source de danger permanent pour la sécurité des citoyens et de la région entière », notamment par le programme nucléaire israélien qui échappe à la surveillance internationale. Israël s'évertue également à attiser les guerres civiles et semer la discorde entre les diverses composantes de la population arabe, dans l'intention de diviser la région en mini-états confessionnels.

L'échec de l'adoption de positions communes par les états arabes face aux crises et pour les grandes causes ont conduit à la détérioration de la sécurité et à la dépendance politique envers des forces externes, évidemment soucieuses de préserver leurs propres intérêts. Le rapport souligne, à ce sujet, que l'harmonisation des politiques face aux menaces externes

et le principe de défense commune, adoptés en théorie depuis des décennies, deviennent une nécessité absolue sur le terrain, surtout avec la hausse des budgets de l'armement et les atteintes répétées aux droits des peuples arabes.

La détérioration de la sécurité de la nation à aussi considérablement aggravé le problème des réfugiés et de la migration forcée, dans une région qui compte moins de 5% de la population mondiale et constitue plus de 53% des réfugiés - sans compter les syriens dont le nombre a passé la barre des deux millions de réfugiés enregistrés en 2013.

Cela dit, les déséquilibres internes et notamment ceux liés au retard dans le développement politique, économique et social, ainsi que l'absence d'une vision globale pour l'avenir, menacent tout autant la sécurité de la nation que les facteurs externes. Les projets de développement des dernières décennies ont en effet résulté en « chômage, pauvreté et injustice sociale galopante dans de nombreux pays arabes ». Plus d'un cinquième de la population vit aujourd'hui dans la pauvreté et le monde arabe est, selon le rapport, « la seule région qui n'a enregistré aucun progrès significatif dans la réduction des taux de pauvreté au cours des 20 dernières années ». La productivité du travail diminue dans tous les pays arabes, atteignant les niveaux les plus bas du monde.

Dans ce contexte économique alarmant, de nombreux pays arabes sont toujours dépendants de l'aide extérieure, souvent utilisée comme moyen de pression par les donateurs qui aggravent ainsi les problèmes de corruption et les trafics d'influence. Le rapport souligne que l'argent donné est rarement dépensé pour le développement, et n'est soumis à aucune surveillance ni reddition de comptes. Les états arabes affichent, hélas, des niveaux inquiétants de corruption selon les indicateurs internationaux. La région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord a récemment enregistré les moyennes les plus élevées d'augmentation du détournement de capitaux et de blanchiment d'argent (près de 50% annuels).

En l'absence d'une infrastructure de production solide et diversifiée, l'économie de rente se développe de plus en plus dans les pays arabes, augmentant ainsi les tares profondes de l'économie de la région. Ce type de système réduit drastiquement la responsabilisation des décideurs, dégrade la valeur du travail productif et affecte même les modalités d'acquisition du savoir. Une de ses conséquences se manifeste par exemple dans le fait que d'ici 2020, il faudra créer 51 millions nouvelles offres d'emploi, et réaliser un développement multidimensionnel pour affronter les défis de sécurité matérielle, alimentaire et celle de l'eau ; et ceux de l'épuisement des ressources naturelles.

Le rapport passe en revue de manière détaillée toutes ces entraves au développement économique et politique. Mais il pointe également l'absence de gouvernance démocratique qui laisse libre cours aux appartenances sous-nationales ethniques et religieuses, affirmant que « la privation de droits conjugée avec la discrimination sociale, religieuse ou clanique poussent les individus et les familles à prêter allégeance à des entités extra-nationales pour se protéger de l'injustice ».

Le rapport évoque en outre une sorte de sclérose culturelle qui, s'ajoutant aux retards économiques et sociaux, affecte tout à la fois le développement de la société et sa perception de son propre patrimoine culturel. Elle réduit la création à une simple réaction aux produits culturels étrangers, accentuant la dépendance des citoyens arabes sur le plan intellectuel et celui des systèmes de production culturelle. « Les ambitions de la nation ont été paralysées, ainsi que sa capacité à explorer des voies nouvelles, à se renouveler, à créer et à participer pleinement à l'histoire moderne », souligne le rapport.

La crise culturelle a aussi dénaturé les concepts de djihad et ijihad, les détournant au service de l'exclusion d'autrui. Des groupes sectaires, se targuant d'interprétations religieuses extrémistes, ont recours à la force et l'oppression armée, aggravant les problèmes d'insécurité et menaçant de contribuer à la fragmentation de la région en mini-états confessionnels.

Le rapport souligne enfin les conséquences néfastes de la division dans le domaine de l'éducation, où les avancées quantitatives n'ont pas été accompagnées d'une amélioration de la qualité de l'enseignement. Quant à la recherche scientifique, elle est loin de pouvoir contribuer aux projets de développement et souffre de manques aux plans institutionnel et des ressources humaines. La publication scientifique du monde arabe ne dépasse pas les 1% de la publication mondiale, et les dépenses dans le domaine de la recherche scientifique et du développement technologique sont au bas de l'échelle mondiale.

Face à ces défis colossaux de natures diverses, l'intégration arabe apparaît tout à la fois comme « un moyen et un but ». Elle est un but parce que « l'espoir et le rêve de l'intégration ont longtemps occupé les consciences de 350 millions d'arabes, rassemblés autour d'un patrimoine historique, culturel et spirituel commun ; dialoguant dans une langue commune ; rapprochés par des spécificités géographiques dont la proximité, l'emplacement stratégique et les richesses naturelles. Ces dernières ont hélas éveillé la convoitise et occasionné des défis majeurs, qui devraient au moins avoir pour conséquence d'unifier la perception que les citoyens arabes ont de l'ennemi et du destin. L'intégration est également un moyen - probablement le plus important - pour atteindre la renaissance dans le monde arabe ». C'est ainsi que l'avant-propos de Rima Khalaf résume en quelques mots l'appel du rapport à l'intégration globale.

Toute exagération des spécificités sous-nationales dans ce contexte de diversité enrichissante, favorable à l'intégration, semble aller à l'encontre du cours naturel des choses, celui de la vie même.



Vision stratégique de l'intégration arabe pour une renaissance humaine

L'action commune garante tant de la souveraineté de chaque nation que de l'intérêt de toutes

Tunis, le 25 février 2014

L'intégration arabe
pour une renaissance humaine
Résumé



Le rapport intitulé "L'intégration arabe : pour une renaissance humaine" est une étude objective et exhaustive du projet d'intégration arabe, préparée à l'initiative de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Un groupe d'éminents experts arabes y a contribué, élaborant une vision stratégique pertinente pour une intégration qui marquerait la voie d'une vraie renaissance.

Le rapport, lancé aujourd'hui par Rima Khalaf, Secrétaire exécutive de la CESAO, formule cette stratégie à la suite d'un examen approfondi des diverses étapes de la coopération arabe dans les domaines économique, politique, social et culturel, ainsi que des diverses manifestations de la solidarité populaire. Il met l'accent sur les attributs régionaux qui favorisent l'intégration, ainsi que sur les occasions manquées qui ont retardé sa réalisation, laissant libre cours à des interventions qui ont consacré « la fragmentation, l'extrémisme et la division ». La région semble désormais privée des multiples bénéfices de l'unité, qui devrait être « basée sur une volonté politique ferme » autour d'un projet d'intégration édifié par les expériences, les visions et le potentiel des citoyens.

Face à ce constat, le rapport définit un triple objectif pour réaliser la renaissance dans le monde arabe: préserver la dignité et la liberté de tous par l'établissement d'une gouvernance démocratique et la libération des territoires occupés ; construire une infrastructure de production solide et diversifiée ; et retrouver la vitalité créative de la culture arabe tout en assurant son ouverture aux meilleures réalisations de la culture universelle.

Le rapport montre que cette triple finalité est impossible à atteindre en l'absence d'une intégration efficace et globale. En effet, seule la coopération approfondie entre tous les états arabes assurerait la maîtrise des composantes essentielles de toute renaissance, à savoir la volonté souveraine de citoyens libres ; le savoir créateur ; la capacité réelle, non illusoire ; le renouveau perpétuel ; et l'autonomie d'une entité rassemblée autour d'une mission et de valeurs communes.

Le rapport affirme que « les états fragmentés ne peuvent sauvegarder l'intérêt général ; ni acquérir la résilience garante de l'indépendance et de la souveraineté ; ni édifier une structure économique qui assure un vrai partage des bénéfices ». Il considère que l'intégration qui créerait un espace de libre citoyenneté arabe, où chaque individu jouirait de ses pleins droits sur l'ensemble du territoire, est « la condition essentielle de la réalisation des objectifs de la renaissance et de ceux d'un développement humain continu et durable ».

Le rapport propose donc une vision stratégique du processus d'intégration globale, fondée sur trois piliers : une coopération politique qui renforce la gouvernance démocratique ; une intégration économique approfondie, mettant en œuvre les conventions existantes et ravivant

l'objectif de l'unité économique ; et une réforme culturelle et éducative de nature à former des êtres capables d'édifier une société du savoir.

Le texte avance des points pour considération et discussion par les divers acteurs dans le monde arabe, car « une décision informée, armée d'une volonté ferme et d'un plein potentiel d'exécution est indispensable pour transformer l'idée d'intégration en réalité vécue ». Il pointe les insuffisances des institutions arabes d'action commune, en premier lieu celles qui affaiblissent l'autonomie de décision ; et les déficiences des structures politiques économiques, sociales, éducatives, culturelles et environnementales. Des réformes structurelles radicales s'avèrent ainsi essentielles. Toutes les organisations spécialisées d'action arabe commune devront être réformées sur les fondements de la compétence, de la bonne gouvernance et de la responsabilité.

L'intégration politique qui soutient la bonne gouvernance démocratique au plan national est d'une importance primordiale pour la résilience et le développement humain. Sur le plan international, « l'intégration politique arabe pourra réussir là où les états individuels ont échoué », non seulement dans la défense des grandes causes comme celle de la Palestine, mais aussi dans la sauvegarde des intérêts de la région lors de l'élaboration des programmes internationaux pour le développement. A ce sujet, le rapport recommande la collaboration avec les organisations et entités œuvrant pour la paix dans le soutien du peuple palestinien jusqu'à ce qu'il obtienne ses droits légitimes, et notamment par des résolutions internationales bannissant toutes sortes d'échanges commerciaux avec les colonies israéliennes, à l'exemple de l'Union européenne.

Sur un tout autre plan, le rapport invoque des expériences d'intégration qui ont abouti ailleurs dans le monde, grâce à un certain nombre d'actions pratiques exécutées à court et moyen terme, dans le cadre d'une vision stratégique à long terme. Il propose des mesures qui pourraient être appliquées sans trop de difficultés dans le monde arabe pour déclencher le processus de changement. Elles englobent des dispositions pour faciliter l'accès de tous à tout le territoire arabe et développer l'infrastructure du transport terrestre, notamment entre les pays arabes d'Asie et d'Afrique.

Le rapport présente aussi une stratégie multisectorielle pour faire face à d'autres types de défis collectifs, tels que le chômage, la pauvreté et l'insécurité alimentaire ; et pour établir des mécanismes collectifs de prévention des catastrophes et de secours aux personnes affectées, déplacées ou réfugiées.

Cette stratégie englobe également la consécration du savoir en tant que fondement d'un développement global et d'une vie digne, où l'être humain est au centre de toute action créative et innovatrice de la société. Le rapport soutient en outre que le seul chemin vers une société du savoir est la réforme du système éducatif qui en améliore la qualité, renforce les compétences analytiques et établit des critères objectifs d'évaluation. Il propose de forger davantage de liens avec les autres cultures, en faisant appel aux compétences des arabes de l'étranger, notamment pour établir des mécanismes d'appui à la recherche et au développement technologique. Il y a d'ailleurs, dans ce domaine, de nombreux fronts d'action, dont les sources d'énergie renouvelable, l'industrie des logiciels pour la langue arabe et le contenu digital arabe. La toile devrait devenir une source fiable d'information en langue arabe, l'une des grandes langues de la civilisation humaine, couvrant tous les domaines du savoir.

Enfin, le texte ne fait pas l'impasse sur une réforme qui engloberait même les questions religieuses. Une telle réforme serait devenue une nécessité « pour se libérer de toute sorte de dépendance, intellectuelle ou culturelle, et faire émerger la nation de l'éternel conflit entre une résistance obstinée et une résignation totale à l'égard des autres cultures et même, parfois, envers son propre patrimoine ». L'islam lui-même est, selon le rapport, un processus continu de réforme, de par sa nature révolutionnaire qui devrait inspirer les réformateurs et leur permettre de dépasser la superficialité de certains discours et actes.

Le rapport lance, à ce sujet, un appel retentissant: il est urgent de mettre fin au conflit exacerbé entre modernistes et traditionalistes. Cherchant à s'exclure l'une l'autre, les deux parties ont plongé la nation dans un combat absurde qui l'empêche d'accéder à la voie de la renaissance. L'issue, selon le rapport, est de renoncer « à opposer modernisme et tradition et œuvrer à se libérer de tous les extrémismes, qu'ils soient modernistes ou traditionalistes, parvenant enfin à une modernité ancrée dans la tradition, une tradition se perpétuant dans la modernité. Ainsi, s'effectuera la conciliation naturelle entre les droits de l'homme et les objectifs de toute loi dont les valeurs sont en concordance avec la raison. La loi et la raison cherchent toutes deux la vérité, dans le dogme et dans la science, et visent sa manifestation, dans la législation et dans l'action.

Le rapport formule ainsi une vision ambitieuse pour une renaissance humaine, « un but dont la réalisation se heurtera sans doute à maintes difficultés mais vaudra toutes les peines encourues. Car saisir les opportunités d'intégration qui s'offrent encore aux états arabes est certainement plus profitable que de nourrir bientôt d'inévitables regrets ».